

Unité départementale du Finistère

Quimper, le - 4 JUIL. 2022

2 rue de Kerivoal
CS 83037
29334 QUIMPER CEDEX

www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16 juin 2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOTRAVAL-SPL

Unité de Valorisation Energetique des Déchets (UVED) du SPERNOT

179 BOULEVARD DE L EUROPE

CS 32482
29228 BREST

AIOT n° 0005500610

Références : ENV-D-22.0266

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2022 sur l'Unité de Valorisation Énergétique des Déchets (UVED) exploitée par SOTRAVAL-SPL au lieu-dit "le Spernot", 179 Bd de l'Europe CS 32482 29228 BREST. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 16 juin 2022 matin, dans le cadre de son programme pluriannuel de contrôle, l'Inspection de l'Environnement, spécialité "Installations Classées", de la DREAL Bretagne a procédé à une visite de l'Unité de Valorisation Énergétique des Déchets (UVED) exploitée par SOTRAVAL à Brest, au lieu-dit le Spernot.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOTRAVAL-SPL
- 179 BOULEVARD DE L'EUROPE CS 32482 29228 BREST
- Code AIOT dans GUN : 0005500610
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Cette UVED est spécialisée dans le traitement des ordures ménagères et assimilées, ainsi que des déchets d'activité sanitaire à risques infectieux (DASRI) qui transitent par une ligne dédiée. Son exploitation est déléguée par SOTRAVAL SPL à Eco-Chaleur de Bretagne (ECB). Le site est aujourd'hui réglementé par l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2008, modifié le 23 décembre 2009.

La thématique retenue pour l'inspection concerne la gestion du risque incendie et des eaux d'extinction associées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Consignes d'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/11/2008, article 9.3	/	Mise en demeure, respect de prescription
Registre d'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/11/2008, article 9.4	/	Mise en demeure, respect de prescription

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 15	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/11/2008, article 9.2	/	Sans objet
Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 19/11/2008, article 9.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats montrent que l'exploitant doit améliorer le suivi documentaire lié aux procédures organisationnelles et à la traçabilité des interventions. Une meilleure formalisation des consignes est attendue. Sur le plan technique, le matériel de défense incendie présent est apparu correctement suivi et entretenu.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : imperméabilisation des surfaces

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Prescription contrôlée : (...) Le sol des voies de circulation et de garage, des aires et des locaux d'entreposage ou de traitement des déchets doit être revêtu de béton ou de bitume, ou de matériaux ayant un niveau d'étanchéité similaire et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles. (...)
Constats : Toutes les surfaces du site susceptibles de recevoir des eaux polluées (dont les eaux d'extinction incendie) sont imperméabilisées. En fonctionnement normal, le site n'est à l'origine d'aucun rejet au milieu naturel, en dehors des eaux pluviales non polluées. Le site est équipé pour recueillir les eaux d'extinction et les éventuelles eaux polluées accidentellement répandues (voir également dernier point de contrôle du présent rapport).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2008, article 9.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens DCI
Prescription contrôlée : L'établissement est pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant, en accord avec le Service Départemental de Secours et de Lutte contre l'incendie, des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus. Ils comprendront au minimum : <ul style="list-style-type: none">- deux poteaux d'incendie normalisés d'un diamètre 100 mm susceptibles d'un débit, en simultané, supérieur ou égal à 120 m³/h ;- un réseau de Robinets Incendie Armés (R.I.A.) de 20 ou 40 mm, non orientables, équipés de diffuseur, couvrant l'ensemble des locaux ;- un réseau d'extincteurs, en nombre suffisant, et appropriés aux risques ;- un ensemble d'exutoires de fumées, dotés de commandes manuelles, à partir des accès, couvrant l'ensemble des locaux abritant les fosses de stockage des déchets. En outre : <ul style="list-style-type: none">- les extincteurs seront d'un type homologué NF.MIH ;- les moyens de secours et de lutte contre l'incendie seront maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement ;- le personnel de l'établissement sera entraîné périodiquement à la mise en œuvre des matériels de secours et d'incendie. Des exercices pourront utilement être réalisés en commun avec les sapeurs-pompiers. L'ensemble du personnel participera à un exercice sur feu réel au moins tous les deux ans ;- des dispositions seront prises pour permettre une intervention rapide et aisée des services de secours et de lutte contre l'incendie en tous points intérieurs et extérieurs des installations. Les éléments d'information seront matérialisés sur les sols et bâtiments de manière visible. Les schémas d'intervention seront revus à chaque modification de la construction ou de mode de gestion de l'établissement. Ils seront adressés à l'inspecteur Départemental des Services de Secours et de Lutte contre l'Incendie.- les voies d'accès à l'usine seront maintenues constamment dégagées.
Constats : Les sites est équipé de plusieurs de moyens de défense contre l'incendie (extincteurs, canons, RIA, poteaux incendie, dispositifs de désenfumage, ...) Ces moyens sont annuellement contrôlés. Les contrôles ont été examinés par sondage. Les derniers réalisés datent de décembre 2021, ils concernaient notamment les canons, les extincteurs et les dispositifs de désenfumage. Ils ont montré des défauts sur les canons qui avaient été corrigés le jour de l'inspection (intervention de mai 2022). Des exercices sont réalisés annuellement, si possible avec le concours des services du SDIS. Le dernier date du 22 mars 2022, il a été réalisé en partenariat avec le Groupe de Reconnaissance et d'Intervention en Milieu Périlleux (GRIMP) du SDIS29.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consignes Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2008, article 9.3
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes incendie
Prescription contrôlée : Outre les consignes générales, l'exploitant établira des consignes spéciales relatives à la lutte contre l'incendie. Celles-ci préciseront notamment : - l'organisation de l'établissement en cas de sinistre ; - l'organisation des équipes d'intervention ; - la fréquence des exercices ; - les dispositions générales concernant l'entretien et la vérification des moyens de lutte contre l'incendie ; - les modes d'appel des secours extérieurs ainsi que les personnes autorisées à lancer ces appels ; - les personnes à prévenir en cas de sinistre.
Constats : L'organisation du site en cas d'incendie est décrite dans une procédure mise à jour en août 2020. Cette procédure concerne tout le personnel, y compris les agents intérimaires. L'intégralité du personnel titulaire ECB est formé à la défense incendie (y compris la direction générale et les administratifs) mais à l'examen, il s'avère que les agents intérimaires ne suivent pas ce cursus de formation. Les procédures dédiées de planification des exercices et d'alerte (liste des appels à donner et numéros à jour) n'ont pas été présentées séance. L'examen de la procédure générale évoquée supra a révélé la présence d'un numéro de téléphone erroné et le fait que seule l'alerte de M. Jestin y est explicitement prévue.
Observations 2022-1 : L'exploitant doit mettre à jour sa procédure générale et transmettre à l'inspection les procédures dédiées à la planification des exercices, aux modes d'appel des secours et aux personnes à prévenir en cas de sinistre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Registre Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2008, article 9.4
Thème(s) : Risques accidentels, Registre
Prescription contrôlée : La date des exercices et essais périodiques des matériels d'incendie ainsi que les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu seront consignées sur un registre spécial qui sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Les dates des contrôles et des exercices sont consignées dans le registre dédié, à l'exception du contrôle 2021, manquant. Le compte-rendu de l'exercice 2022 a été présenté en séance.
Observation 2022-2 : L'exploitant doit compléter son registre et veiller à y consigner la totalité des interventions/exercices/contrôles en lien avec la défense incendie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2008, article 9.5
Thème(s) : Risques accidentels, Récupération des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie est recueilli dans un bassin de confinement. Le volume de ce bassin est au minimum de 250 m³. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande. (...)
Constats : Toutes les eaux internes, produites à l'intérieur de l'usine, sont collectées dans une fosse étanche de 100 m³ avant d'être réintégrées au process industriel (refroidissement ds mâchefers, injection d'eau dans le four, ...). En cas de production trop importante ou d'événement particulier à l'origine d'une surproduction, l'exploitant peut orienter un éventuel surplus d'eaux vers la fosse à mâchefers, ce qui permet d'écarter les risques de rejets externes d'eaux industrielles. Les eaux collectées en extérieur (eaux pluviales non polluées) rejoignent le milieu après transit par un bassin de 250 m³. En cas de pollution accidentelle des plateformes et voiries extérieures (eaux d'extinction par exemple), le bassin peut être obturé par commande automatique à distance et commande locale, pour permettre le confinement des eaux polluées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Contrôle de la conformité des rejets atmosphériques

Les écrans de contrôles relevés le jour de l'inspection (voir synthèse ci-dessous) ne montraient que des valeurs conformes aux seuils définis réglementaires.

Paramètre	Seuil AP du 28/07/2006 Moyenne 1/2 h	Ligne 1 Moyenne 1/2 h	Ligne 2 Moyenne 1/2 h
Poussières totales	30	0,73	0,25
COT	20	0,61	4,46
HCl	60	2,93	0,32
SO ₂	200	12,71	6,59
NO _x	400	69,89	54,12
CO	100	34,82	7,14
NH ₃	/	0,48	3,35